

Un recours vient menacer le futur bus à haut niveau de service Genève-Vernier-Zimeysaver

Réaménagement Professionnels de la route et commerçants s'attaquent au projet, dénonçant une restriction de trafic pénalisante pour les usagers et l'économie.

Le projet de bus à haut niveau de service Genève-Vernier-Zimeysaver (BHNS-GVZ) est attaqué par un recours en justice. Réunis au sein de la plateforme RouteGenève, professionnels de la route et commerçants dénoncent une restriction de la circulation sur un axe majeur déjà engorgé.

Le recours contre l'autorisation de construire, qui vise notamment à réaménager l'avenue de Châtelaine et la rue de Lyon, a été déposé mercredi après du Tribunal administratif de première instance, a indiqué vendredi Jacques Jeannerat, président de RouteGenève. Cette association s'engage pour le maintien des infrastructures afin d'assurer la fluidité du trafic privé ou professionnel.

Selon RouteGenève, «ce réaménagement ne vise pas à améliorer l'offre de transports publics, mais bien à restreindre les capacités routières et à pénaliser les usagers de la route». Une perspective intolérable pour

cette association, qui souligne que le réseau routier genevois est déjà saturé par une multitude de chantiers.

Prévue dans le cadre du projet d'agglomération, la BHNS-GVZ vise à mieux relier les gares de Cornavin, Meyrin, Vernier et la Zimeysaver. Un BHNS se caractérise par un site propre, une grande capacité de voyageurs, la priorité aux feux et une cadence élevée. La ligne prévue comporte une vingtaine d'arrêts.

«Chaos sans fin»

Selon Andrea Genecand, président de l'Association suisse des transports routiers (Astag) section Genève, le réaménagement compromet gravement la fluidité du trafic sur cet axe pénetrant. «En entravant le transport de marchandises, c'est l'ensemble du tissu économique genevois qui est menacé», dit-il. Il déplore l'absence d'itinéraire de compensation.

L'Automobile Club de Suisse (ACS), section Genève, craint

«En entravant le transport de marchandises, c'est l'ensemble du tissu économique genevois qui est menacé [par ce projet].»

Andrea Genecand Président de l'Association suisse des transports routiers, section Genève

pour sa part une «suppression massive» des places de stationnement et de livraison. Son vice-président, Jacky Morard, critique une application à la carte de la loi sur une mobilité cohérente et équilibrée (LMCE). Il dénonce aussi une violation d'un compromis trouvé en 2023 sur l'application du 30 km/h dans le canton.

Du côté des commerçants, la Nouvelle organisation des entrepreneurs (NODE) estime que la suppression annoncée d'une voie de circulation par sens débouchera sur un «chaos sans fin». Son président, Stéphane Oberson, qui a son entreprise implantée dans la Zimeysaver, constate chaque matin les bouchons pour livrer au centre-ville.

Concrètement, le recours porte sur la proportionnalité de la mesure, sur l'entrave à la liberté économique, sur la hiérarchie des réseaux et sur le libre choix des transports. Parmi les autres arguments mentionnés figure la suppression des places de stationnement et de livraison. (ATS)